

# Activités Internationales



1<sup>er</sup>

trimestre

2018

BULLETIN D'INFORMATION DE L'ESPACE INTERNATIONAL DE LA CGT

n° 30

SOMMAIRE

ÉDITO

Dossier	2
Actualité	3
Europe	6
Amériques	8
Asie	10
Organismes européen et internationaux	12
À voir à lire	14

Wolf JÄCKLEIN  
Animateur de l'espace international  
Courriel : w.jacklein@cgt.fr  
Tél. : 01 55 82 82 89  
Port. : 06 32 11 97 30

Frédéric IMBRECHT  
Membre de la CE Confédérale  
En charge des questions européennes  
Courriel : f.imbrecht@cgt.fr  
Tél. : 01 55 82 81 83  
Port. : 06 07 25 11 90

Fabienne CRU  
Membre de la CE Confédérale  
Chargée des questions internationales  
Courriel : fabienne.cru@orange.fr  
Tél. : 01 55 82 82 21  
Port. : 06 74 67 92 05

Stéphanie BAVARD  
Assistante  
Courriel : s.bavard@cgt.fr  
Tél. : 01 55 82 82 90

Nicole BREGERE  
Secrétaire de Direction  
Courriel : n.bregere@cgt.fr  
Tél. : 01 55 82 82 94

Suite page 16

## LE 30<sup>e</sup> NUMÉRO !

Ce numéro d'*Activités internationales* s'inscrit dans la préparation intense de trois congrès : CSI en décembre 2018, CGT et CES en mai 2019. Il offre ainsi l'occasion de faire un point sur l'action syndicale confédérale. Force est de constater sa spécificité et de la positionner en complémentarité à l'activité internationale que conduisent les organisations de la CGT à leur niveau. En effet, la Confédération se préoccupe principalement de thèmes interprofessionnels, transversaux et de portée nationale (voire internationale). Elle apporte une expertise qui se nourrit des contributions de toutes les organisations de la CGT, territoires et professions, et du travail réalisé ensemble, même si une certaine abstraction lui est parfois opposée du fait de son absence de lien direct avec les syndicats.

L'une des préoccupations centrales des travailleurs, le travail, peut illustrer ce propos. La transformation du travail se vit d'abord sur les lieux de travail, les sites de production, dans les services publics, les bureaux et autres postes. Elle implique de nouvelles formes de division internationale du travail. Dans chaque profession, cela se

présente d'une façon légèrement différente. Mais ce qu'elles ont en commun, c'est l'émergence de nouvelles manières de mettre en concurrence les travailleurs : le dumping social. Pour être efficace, l'action syndicale doit, au niveau interprofessionnel, fournir une riposte coordonnée, impulsée et concertée à l'intérieur de la CGT. Mais pas seulement, et c'est là que la dimension internationale entre en jeu. Nous avons besoin d'agir avec d'autres, de concert et de façon concordante : imaginons que les syndicats au niveau international se contredisent face aux entreprises transnationales !

La stratégie du patronat international tient en deux mots : le profit !

Sa technique : faire jouer la concurrence. L'action syndicale internationale, quant à elle, doit permettre de s'extraire de la concurrence tous azimuts (sociale, fiscale, environnementale, etc.) pour développer un autre modèle de développement et changer le paradigme actuel. Les pages suivantes présentent quelques projets et initiatives menés récemment par la CGT.

**Wolf Jäcklein**

Actualités /

# Une Bourse du travail pour retisser les liens dans Jérusalem-Est

**E**n juin 1967, Israël a annexé Jérusalem-Est pour l'intégrer unilatéralement au territoire israélien. La municipalité de Jérusalem englobe donc Jérusalem-Ouest et Jérusalem-Est occupée et est gérée par Israël.

À ce jour 430 000 colons vivent en Cisjordanie occupée, aux côtés de 2,6 millions de Palestiniens. Plus de 200 000 Israéliens vivent quant à eux dans des quartiers de colonisation à Jérusalem-Est, aux côtés d'au moins 300 000 Palestiniens.

Alors que cette coexistence est souvent conflictuelle, des Palestiniens, souvent attirés par des rémunérations notablement plus élevées, vont chaque jour travailler en Israël ou dans ses colonies, malgré la réprobation des autres Palestiniens.

Les 36 000 Palestiniens qui travaillent chez les colons sont en théorie protégés par le Code du travail israélien. Dans la pratique, c'est bien plus compliqué. Ils ne sont organisés ni dans les syndicats palestiniens, ni israéliens. D'ailleurs les syndicats palestiniens ne sont reconnus ni à Jérusalem-Est, ni dans les colonies. C'est une zone grise.

Depuis le congrès de PGFTU en 2017, des syndicats européens ont constitué un collectif informel avec l'objectif de chercher des moyens pour une solidarité concrète et efficace avec les travailleurs palestiniens. La mission – CGT, CFDT, CGIL, CC.OO, USO, FGTB, LO/Suède – a rencontré sur place plusieurs syndicats palestiniens et israéliens. Elle s'est concentrée sur la situation des travailleurs palestiniens dans les colonies israéliennes, notamment dans la région de Jérusalem-Est.

Avant la décision du président des États-Unis de déplacer son ambassade à Jérusalem, le collectif a eu l'idée de bâtir une Bourse du travail à Jérusalem-Est. Ses partenaires ont accueilli chaleureusement cette proposition d'une Bourse du travail comme lieu d'accueil :

- au service de tous les salariés rencontrant des difficultés liées à leur

contrat de travail, mais aussi au service des travailleurs à la recherche d'emploi ;

- fournissant assistance juridique, offrant des consultations gratuites en droit du travail pour les salariés et citoyens en situation précaire ;
- ouvert à toutes les organisations syndicales locales et régionales, sans distinction, pourvu qu'elles respectent les principes démocratiques et les droits humains fondamentaux ;
- pour favoriser rencontres et échanges entre travailleurs, syndicats et organisations citoyennes ;
- de collecte d'informations professionnelles, administratives et statistiques ;
- pour l'organisation des formations professionnelles, juridiques et citoyennes ;
- pour le développement de la solidarité concrète dans la cité et la région dans l'esprit de progrès social et égalitaire ;
- pour approfondir la réflexion sur des objectifs humains tels que la paix, la démocratie, les droits et les libertés ;
- contribuant à l'émergence d'une autonomie culturelle respectueuse de la pluralité et des croyances.

Pour le moment, la CGT, la CFDT, la CGIL, les CC.OO, la FGTB et LO Suède collaborent à ce projet.

**Nejat Ferouse**



# Travailleuses migrantes : la CGT s'en préoccupe aussi !

La CGT met au cœur de son action la défense des droits de tous les travailleurs et travailleuses, quelle que soit leur nationalité.

Le sort réservé aux travailleuses migrantes est souvent des plus difficiles, notamment parce qu'elles sont confrontées à des risques de violence et d'exploitation spécifiques. C'est pourquoi la CGT a élaboré un matériel syndical dédié à l'information de ces femmes.

Il s'agit tout d'abord d'un livret destiné à être distribué aux travailleuses migrantes pour les aviser de leurs droits fondamentaux. Cet outil fait largement appel aux dessins pour surmonter le plus possible la barrière de la langue. Les images sont accompagnées de textes en 7 langues : français, anglais, chinois, espagnol, bengali, arabe et indonésien. Il s'agit aussi d'affiches et autocollants.

L'ensemble de ces outils a été réalisé par la CGT dans le cadre du projet du Comité français pour la solidarité internationale (CFSI), projet intitulé : « Coopérer autrement en acteurs de changement », avec un cofinancement de l'Agence française de développement (AFD) et de la Fondation Abbé Pierre.

Ce matériel est disponible sur demande auprès de Sylvie Burdett, Collectif Migrants<sup>1</sup>.

1. Contact e-mail : [s.burdett@cgt.fr](mailto:s.burdett@cgt.fr)



## À voir, à lire /

### Classes sociales en Europe et stratégie syndicale

La question sociale est au cœur des critiques de la construction européenne. Les auteurs<sup>1</sup>, constatant le manque de données sur les inégalités sociales entre travailleurs européens, proposent une cartographie des inégalités en Europe qui dépasse les habituelles comparaisons entre pays et rend compte des différences entre classes sociales à l'échelle du continent.

Les auteurs prennent le contre-pied de la vision diffusée par la Commission

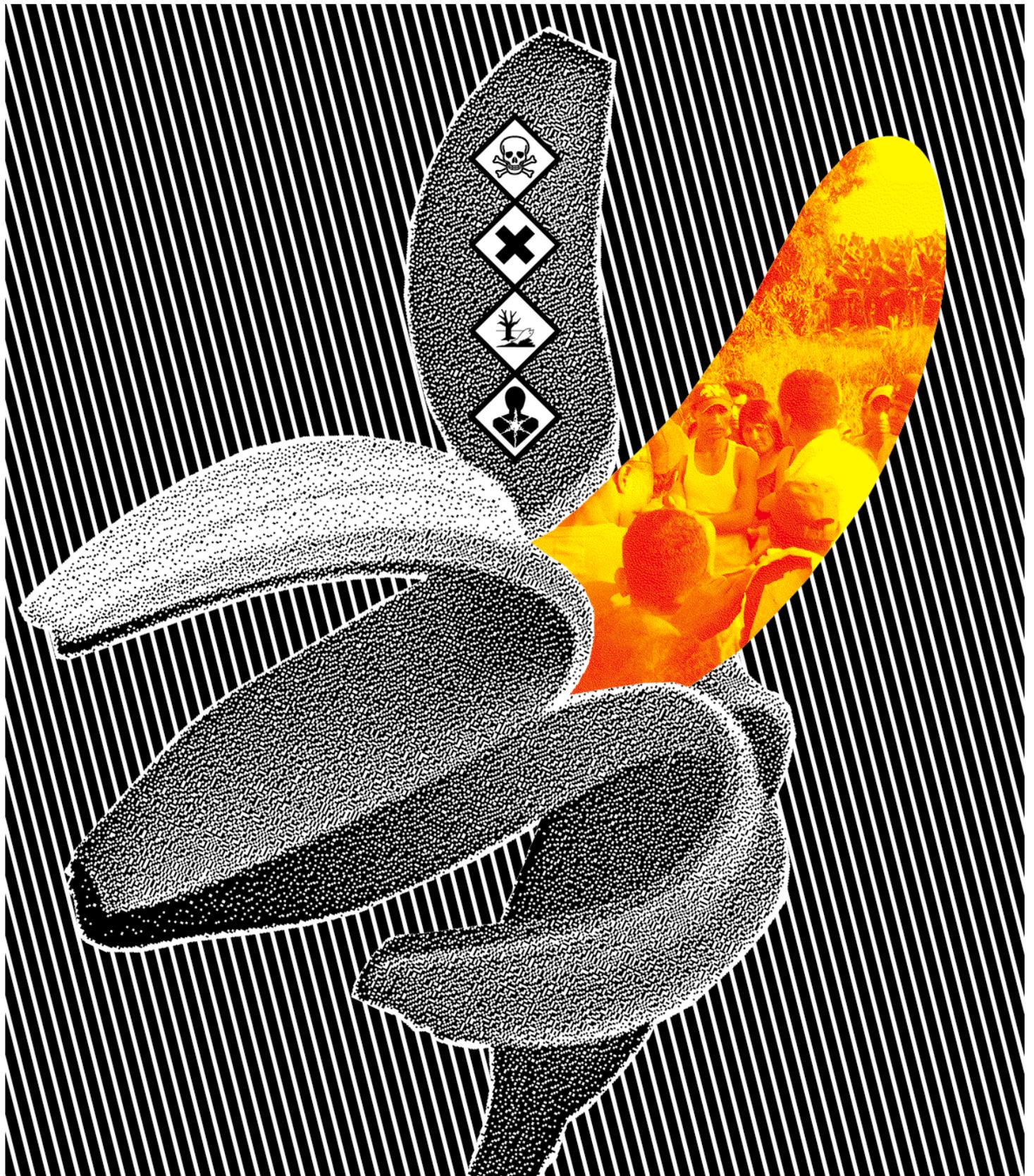
européenne, arrimée à un découpage par nation, dont la finalité est de comparer les pays, soit pour accréditer l'idée que l'échelon national est la seule manière de décrire les inégalités, soit pour mettre en concurrence les États entre eux. Les sociologues montrent enfin que « les rapports de classe se construisent au niveau de l'Europe et qu'ils dépassent les frontières nationales ».

Dès lors, n'est-il pas nécessaire pour le mouvement syndical, et la CGT en parti-

culier, de se déployer à la même échelle que celle des firmes capitalistes, en sortant sa réflexion stratégique du cadre national ?

**Denis Meynent**

1. Huguée, Penissat et Spire, *Les classes sociales en Europe Tableau des nouvelles inégalités sur le vieux continent*, Éditions Agone, 2017, 265 pages ; citations extraites des pages 13, 14, 15 et 210.



**TRABAJADORES Y TRABAJADORAS,  
POR NUESTRA SALUD Y LA DE L@S CONSUMIDORES,  
URGE LA RATIFICACION DEL CONVENIO 184 DE LA OIT  
SOBRE SALUD Y SEGURIDAD EN LA AGRICULTURA!**

Confédération générale du travail (CGT France) / Association pour l'information et la défense des consommateurs salariés (Indecosa-CGT)  
Confédération générale du travail de la Guadeloupe (CGTG) / Coordinadora latinoamericana de sindicatos bananeros y agroindustriales (COLSIBA) / Banana Link

# Mêmes objectifs – différents continents

Entre janvier 2015 et avril 2018, la CGT a mené à bien un projet « Santé et sécurité au travail dans l'industrie de banane », cofinancé par l'Agence française de développement et la Fondation Abbé Pierre, via le Conseil français de la solidarité internationale – dont nous sommes membres actifs depuis sa création, dans les années 1960.

Les principaux partenaires au projet étaient l'ONG britannique (Bananalink), la Coordination latino-américaine des syndicats de la banane et de l'agro-industrie (Colsiba), la Confédération générale du travail de Guadeloupe (CGTG) et Indecosa.

La banane est le premier fruit échangé au niveau du commerce mondial et l'essentiel de sa production est assuré par 8 pays d'Amérique centrale et latine (Costa Rica, Colombie, Équateur, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama et Pérou).

Quelques grands groupes internationaux contrôlent la chaîne de valeurs, de la production à la consommation. Ils utilisent massivement des produits phytosanitaires qui mettent en danger la santé des travailleurs.

## Le projet comportait trois objectifs principaux :

1. Réduire les impacts négatifs de l'utilisation des pesticides sur la santé des hommes et des femmes qui travaillent dans les plantations et stations d'emballage de 8 pays exportateurs de bananes. Il s'est agi de renforcer les capacités de participation au dialogue social des représentants syndicaux des travailleurs de la banane sur l'hygiène et la sécurité au travail (HST). Trop souvent, ces représentants ne sont pas outillés contre leurs employeurs, encore moins lorsqu'il s'agit de firmes multinationales qui connaissent tous les rouages leur permettant de contourner les lois nationales ;
2. Contribuer au renforcement des normes internationales du travail. Une campagne de plaidoyer pour la ratification de la Convention 184 de l'OIT (Santé et sécurité au travail dans l'agriculture, 2001) a été organisée dans les huit pays d'Amérique centrale et latine, ainsi qu'en France ;
3. Sensibiliser les consommateurs français sur les questions liées à

l'utilisation des pesticides dans l'agro-industrie de la banane. Indecosa a organisé une journée d'études « Produire autrement pour nourrir l'humanité : le défi du XXI<sup>e</sup> siècle » et une table ronde à la Fête de l'Humanité : « De la fourche à la fourchette : l'alliance des syndicalistes et des consommateurs pour la santé au travail ». Différentes publications ont également été éditées, dont l'affiche ci-contre.

## Quels résultats obtenus ?

Inspirés par l'exemple de la réduction considérable dans l'utilisation des pesticides aux Antilles françaises à la suite du scandale du Chlordécone, des revendications SST ont été introduites dans les cahiers revendicatifs des syndicats des bananeraies en Amérique centrale latine. Des dialogues ont d'ailleurs été entamés avec les multinationales Chiquita et Del Monte et leurs filiales locales.

Colsiba a mené un travail de terrain plus poussé en Équateur avec les syndicats locaux, avec la perspective d'un programme autour du manuel de formation publié en 2017 par le Forum mondial de la banane, soutenus par les ministères du Travail et de l'Agriculture de l'Équateur.

Grâce à des ateliers organisés dans le cadre du projet qui ont regroupé 27 syndicats de branche, les organisations du Pérou, Honduras, Nicaragua, Guatemala, Costa Rica et Panama ont pu renforcer leurs stratégies – en lien avec leurs confédérations nationales – afin de plaider auprès de leurs gouvernements pour la ratification de la Convention 184.

La campagne de plaidoyer a également été développée en France, car celle-ci demeure défailante sur cette Convention, en dépit de promesses faites depuis le début du projet. La ratification pourrait intervenir cette année, lors de

la Conférence internationale du travail (Genève, mai/juin 2018).

Enfin, grâce aux activités organisées par Indecosa, on constate une meilleure sensibilisation des militants Indecosa, des dirigeants fédéraux et territoriaux, ainsi que des élus et mandatés.

## Conclusions

La CGT a fait sienne la définition de l'Organisation internationale du travail sur le travail décent : « L'accès à un travail convenablement rémunéré, la sécurité sur le lieu de travail, l'accès à la protection sociale, la liberté pour les travailleurs d'exprimer leurs revendications, de s'organiser et de participer aux décisions qui affectent leur travail, et l'égalité des chances et de traitement pour tous, hommes et femmes. »

Rappelons-nous également que l'Assemblée générale des Nations unies a adopté un programme de développement universel en 17 objectifs. Cet « Agenda 2030 pour le développement » comporte un pilier social, matérialisé dans l'ODD 8 : « Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein-emploi productif et un travail décent pour tous ».

L'exemple de la banane confirme la nécessité de créer des synergies entre plusieurs pays sur une thématique commune afin de pouvoir articuler une coopération mondiale.

La CGT est partie prenante du Réseau syndical de coopération au développement de la Confédération syndicale internationale (CSI). Notre logique : être dans une démarche de coopération réciproque avec les acteurs concernés sur le terrain et non dans une logique d'aide. Nous souhaitons contribuer au développement et au renforcement du mouvement syndical dans le monde afin de faire front commun autour des grandes revendications des travailleurs. La sensibilisation du grand public est aussi un levier important dans la résolution des défis mondiaux.



## Tchéchénie Les LGBT toujours persécutés



Manifestation contre l'homophobie au travail en Russie. Les pancartes disent « Non aux licenciements homophobes », « Ne vous mêlez pas de ma vie privée, respectez mon travail ! », « Seuls ceux qui essaient de changer quelque chose gagnent des droits ».

### La CGT réclame justice pour les victimes de crimes homophobes et transphobes.

Il y a un peu plus d'un an, en avril 2017, nous découvrons, horrifiés, les persécutions subies par les homosexuels tchéchènes qui étaient enlevés, torturés, et pour certains tués, dans une vaste campagne d'épuration lancée par les autorités de la république de Tchétchénie. Nous étions également frappés par le courage et l'abnégation des journalistes

de *Novaya Gazeta* qui ont révélé l'affaire, et des militants de l'association Le Réseau LGBT Russe qui ont organisé l'aide aux victimes au plus près du terrain.

Devant l'urgence humanitaire, le Bureau confédéral de la CGT a pris la décision de contribuer financièrement au fonds d'aide aux gays tchéchènes créé par Le Réseau LGBT russe.

Depuis un an, le réseau LGBT russe a secouru 119 personnes et a aidé 100 d'entre

elles à trouver refuge à l'étranger. L'association alerte aujourd'hui sur le fait que les persécutions continuent et touchent désormais les lesbiennes et les femmes transgenres. Douze d'entre elles ont demandé de l'aide depuis le début de l'année 2018.

Le Réseau LGBT russe continue à lutter, aux côtés de *Novaya Gazeta*, pour que les coupables de ces crimes homophobes et transphobes soient traduits devant les tribunaux. Or, l'enquête officielle est au point mort et l'instruction pénale n'est toujours pas ouverte.

Le collectif confédéral de lutte contre les LGBTphobies et l'Espace international de la CGT vont mettre à disposition des militants et des organisations de la CGT un dossier d'information pour faire vivre ce combat pour la justice. Il contient l'interview d'Igor Kochetkov, cofondateur du Réseau LGBT russe, donnée à la CGT en mars 2018, ainsi qu'un article sur la lutte pour les droits des personnes LGBT en Russie.

La CGT reste vigilante et solidaire avec les journalistes et militants en Russie, qui prennent des risques réels, individuels et collectifs, en aidant les victimes de cette barbarie qui est une conséquence directe de la politique d'homophobie d'État russe.

## Andorre

# Paradis fiscal, enfer social ?

Andorre est un paradis fiscal, mais peu de gens savent que c'est aussi un pays doté de peu de droits sociaux. Les syndicats de fonctionnaires d'Andorre sont confrontés à la réforme de la loi sur la fonction publique que le gouvernement veut appliquer sans négociations réelles...

Suite à un plan d'austérité, sur la base des mêmes critères que pour tous les autres pays d'Europe, le gouvernement andorran veut supprimer l'ancienneté des agents, geler les salaires, s'attaquer aux retraites et instaurer un nouveau service minimum. Voilà la cure

d'austérité pour les fonctionnaires andorrans !

L'USDA (union syndicale d'Andorre) a également appelé les travailleurs du privé à se joindre à la grève des fonctionnaires.

**Pierre Place**

## Pyremed

# Un CSIR en mouvement

Le CSIR Pyremed (Conseil syndical inter-régional Pyrénées Méditerranée) couvre les organisations syndicales adhérentes de la CES de Catalogne, d'Andorre et d'Occitanie. La CGT en a pris la présidence tournante jusqu'en juillet 2019. Trois groupes de travail ont été mis en place :

- transports/infrastructures : axes de travail sur meilleures correspon-

dances des TER entre Occitanie et Catalogne (Cerbère/Portbou et la tour de Carol/Puigcerda), fret ferroviaire public, actions contre le dumping social dans le transport routier de marchandises (La Junquera) ;

- santé/action sociale : hôpital commun transfrontalier de Cerdagne, outil public qui ne permet pas aux

Français de se soigner comme sur le territoire national ;

- travail/mobilité des travailleurs : lutte contre le travail illégal, non-application des directives européennes, directive détachement.

**PP**

## Euromed

# AG du Réseau syndical migrations méditerranéennes subsahariennes

La 4<sup>e</sup> assemblée générale du Réseau syndical migrations méditerranéennes subsahariennes (RSMMS) s'est tenue en février 2018 à Nouakchott, capitale de la Mauritanie. Des représentants syndicaux de France, Italie, Espagne, Maroc, Algérie, Tunisie, Niger, Togo, Bénin, Côte d'Ivoire, Mali, Sénégal, Guinée, Burkina Faso et Mauritanie y ont participé, ainsi que de la Confédération européenne des syndicats (CES), de la CSI-Afrique, du Bureau international du travail (BIT) et de la Fondation Friedrich-Ebert.

Suite à l'adoption par les Nations unies d'une déclaration pour les réfugiés et migrants – qui sera suivie de l'élaboration d'un « Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières » (PMM), le RSMMS a décidé de développer un plaidoyer en vue d'y contribuer.

Ce pacte sera une opportunité d'améliorer la gouvernance en matière de migra-

tions et de faire face aux défis qui sont associés aux migrations d'aujourd'hui.

Le plaidoyer a été remis aux responsables de l'ONU. En France, il a été envoyé au ministre de l'Intérieur.

Pour accéder au texte du plaidoyer : ([https://refugeesmigrants.un.org/sites/default/files/fr\\_plaidoyer\\_rsmms\\_global\\_compact.pdf](https://refugeesmigrants.un.org/sites/default/files/fr_plaidoyer_rsmms_global_compact.pdf)).

**NF**





## Ceta, Jefta et accords de libre-échange de nouvelle génération

Alors que le Ceta n'a pas encore été ratifié par les parlements nationaux, la Commission européenne vient de proposer à la signature du prochain Conseil européen deux nouveaux accords : l'un avec le Japon et l'autre avec Singapour.

Il semble que la Commission souhaite agir rapidement afin d'éviter toute contestation de ces nouveaux accords de libre-échange.

S'agissant du Ceta, les déclarations des chefs d'État canadien et français contredisent leurs actes en matière de changement climatique. Derrière l'image d'Épinal du Canada vu comme

un partenaire commercial plutôt sympathique se cachent des réalités et des dangers.

Ceux-ci ont déjà été mis en évidence par la société civile et confirmés par les experts mandatés pour examiner les impacts sanitaires et environnementaux du Ceta. Cet accord est taillé sur mesure pour les entreprises transnationales au détriment des populations et de la protection de la planète.

Il est encore possible de stopper la mise en œuvre pleine et définitive de cet accord, entré en application provisoire le 21 septembre 2017. Le Ceta doit en effet être adopté par l'ensemble des États

membres de l'UE pour une ratification complète. Le gouvernement français a annoncé un projet de loi de ratification au second semestre 2018.

Le destin du Ceta est désormais entre les mains des parlementaires français : il leur revient d'organiser un débat démocratique et d'exiger un référendum – comme le souhaite le collectif « Stop Tafta/Ceta »<sup>1</sup> – ou bien de voter cet accord sans débat ni amendement.

**Sylvain Goldstein**

1. La CGT est membre actif de ce collectif et s'engagera dans la campagne d'interpellation des parlementaires.



## Colombie Reprise des violences antisyndicales

L'accord de paix signé en novembre 2016 n'a pas donné les résultats escomptés.

Au contraire, il semble impossible de relever le défi de mettre un terme aux violences que subissent les militants syndicaux et les défenseurs des droits humains dans les différentes régions du pays.

Selon le centre de recherche du mouvement syndical, l'ENS, les violences antisyndicales ont augmenté de 31,3 % entre 2016 et 2017. Certes, les assassinats de sang-froid et indiscriminés ont diminué, mais aujourd'hui, la violence est pratiquement institutionnalisée à l'égard des militants et dirigeants syndi-

caux. Leurs locaux sont souvent l'objet de saccages et l'acte syndical lui-même est criminalisé.

Concrètement, rien que pour la première moitié de l'année 2017, 10 syndicalistes ont perdu la vie et 77 ont fait l'objet de menaces, selon le système d'information sur les droits humains

de l'ENS. La Confédération syndicale des Amériques (CSA) s'inquiète de « la très grave situation de violence et d'impunité à l'encontre des syndicalistes. Les retards

pris dans la mise en œuvre de l'accord de paix, la pression exercée par les firmes multinationales pour accaparer des territoires des communautés indigènes et la

réactivation des paramilitaires sont autant de facteurs de grande inquiétude pour le mouvement syndical ».

MCN

## États-Unis

# Comment lutter contre les contrôleurs de l'agence américaine de l'immigration ?

Le syndicat américain des Teamsters forme actuellement des militants dont l'objectif premier est de connaître tous les rouages des politiques d'immigration fédérale. Le syndicat les a appelés des militants « refuge ».

En effet, depuis l'arrivée de Trump à la Maison blanche et ses diatribes incessan-

tes contre les « migrants », l'Agence fédérale de l'immigration (ICE) pratique de manière assidue la chasse aux migrants, y compris sur leurs lieux de travail.

Ces quelque 120 000 militants, organisés dans 27 sections syndicales, reçoivent une formation théorique qui porte sur les droits au regard des lois fédérales en

matière d'immigration. Cette formation est complexe et technique : elle repose principalement sur la connaissance des principaux types de mandat que peuvent faire valoir les agents de l'ICE et sur une connaissance de leur périmètre légal d'intervention.

MCN

## Argentine

# Devoir de mémoire à la CGT

Du 2 au 12 avril, le patio de la CGT a accueilli une exposition sur les petits-enfants accaparés par la dictature (1976-1982). Plus de 500 enfants en très bas âge – ou nés après la capture de leurs mères – ont en effet été enlevés par les militaires ou leurs proches, afin d'être élevés loin de l'éventuelle influence « ré-

volutionnaire » de leurs familles. À ce jour, 128 de ces petits-enfants ont été restitués à leurs familles biologiques, grâce au combat acharné de leurs aïeules, les « Grands-mères de la place de Mai ».

L'exposition a été élaborée à partir d'une sélection d'images réalisées par le pho-

tographe officiel des Grands-mères, Alejandro Reynoso. Elle peut facilement s'exporter dans les structures de la CGT, afin de faire connaître la sombre histoire proche d'un pays si lointain.

Pour plus d'informations, merci de contacter [mc.naillod@cgt.fr](mailto:mc.naillod@cgt.fr) ou [s.bavard@cgt.fr](mailto:s.bavard@cgt.fr)

MCN



# Asie

Une mission de la CGT, composée de Pierre Solvas, membre du CCN et secrétaire général de l'UD 74, et Sylvain Goldstein, conseiller confédéral, s'est rendue au Népal et en Inde.

## Mumbai (Inde) Des hommes à laver le linge

À Mumbai (ex-Bombay), capitale économique indienne où vivent 20 millions d'habitants dont 60 % en bidonville, l'accès à l'eau est un problème crucial. Depuis plus de 140 ans, la bourgeoisie résout une partie du problème en créant une « machine à laver » géante : la Dhobi Ghat. Plus de 1 600 hommes, chaque jour, lavent le linge à la main, avec des produits chimiques, sans aucune protection, ni surveillance médicale, ni même de contrôle sanitaire. Les brûlures cutanées ou pulmonaires sont ainsi monnaie courante. Ce travail est considéré

comme tellement dur que les femmes ne le font pas, mais les enfants mâles... si ! Ce travail se transmet de père en fils et est sujet à une forte concurrence sur le rendement et le prix.

Les travailleurs sont tellement influencés culturellement par l'hindouisme qu'aucun n'envisage de s'organiser pour peser sur ses conditions de travail, salaire ou protection sociale. Les syndicats, malgré leurs tentatives, n'ont jamais pu convaincre ces travailleurs qu'une autre façon de travailler était possible.



Dhobi Ghat, du travail informel sans respect du droit

SG

## Népal La CGT présente dans le sous-continent indien



Les congressistes de Gefont

L'organisation syndicale népalaise Gefont a noué des liens avec l'union départementale CGT de Haute-Savoie.

Le congrès de Gefont, principale organisation syndicale népalaise, fait suite à l'arrivée au pouvoir d'une majorité progressiste, remplissant d'espoir les travailleurs qui attendent des améliorations pour leurs salaires et conditions de travail. De nombreuses délégations étrangères étaient présentes. Pour la première fois dans l'histoire du syndicat, le Premier ministre était présent à la séance inaugurale du congrès.

Il a prôné un changement complet de mode de société, une politique plus

volontariste dirigée vers le bien-être des travailleurs et une volonté d'imposer aux firmes multinationales le respect du droit du travail népalais et des conventions de l'OIT.

Le congrès a renouvelé son équipe dirigeante et élu un nouveau président : Binod Shrestha.

Ce congrès a permis à l'UD CGT 74 de prendre contact avec Gefont pour un futur travail commun autour du travail précaire, de la pollution en zone touristique de montagne, etc.

SG

## Inde

# Congrès NTUI : des coopérations s'engagent

Le Congrès de NTUI (New Trade Union Initiative) s'est tenu à Nashik en avril dernier. Les principales revendications – travail décent, sécurité et refus du système de castes – sont rappelées dans le contexte social indien. De nombreux délégués ont pu s'exprimer durant le congrès.

Les « Maruti-Suzuki » ont informé de l'état de la lutte pour la libération des camarades emprisonnés à vie. Le congrès s'est achevé par l'élection d'un nouveau comité central et la réélection du président N. Vasudevan et du secrétaire général Gautam Mody.

NTUI a organisé un séminaire international immédiatement après son congrès, avec la participation d'une dizaine d'organisations du monde entier. Elles ont pointé les défis sociaux auxquels elles

sont confrontées, réfléchi aux actions syndicales face à la montée de la droite et du populisme dans le monde, étudié des stratégies collectives pour lutter contre le travail précaire tout au long de la chaîne de valeurs et cherché une convergence des luttes entre les pays du nord et du sud.

À la demande du syndicat, la délégation CGT est allée dans l'usine Siemens rencontrer des salariés inquiets de la fusion avec Alstom. Cependant, la direction lui a refusé l'entrée dans l'usine en usant d'un prétexte fallacieux. La pression de la direction a fonctionné et peu de salariés ont participé à cette rencontre, réduite à un premier contact entre la direction du syndicat de Nashik, la FTM CGT et le syndicat CGT Alstom.



SG Pierre Solvas, membre du CCN

## Bangladesh

# Rohingyas : les syndicats contre le nettoyage ethnique



Les réfugiés sous menaces

Depuis 2017, un million de Rohingyas a fui de la Birmanie vers le Bangladesh du fait de leur appartenance ethnique et religieuse.

Ils sont majoritairement musulmans. Les attaques de l'armée birmane les forcent à survivre dans des camps de fortune. En 1982, la junte militaire les a déchu de leur citoyenneté, les transformant en apatrides.

Au Bangladesh, aux côtés de la mobilisation du gouvernement et des ONG, les syndicats s'engagent pour exiger une intervention de la communauté internationale. Ils organisent aussi des collectes de produits de première nécessité et assurent une présence auprès des réfugiés dans les camps. Le Comité syndical du Bangladesh de so-

lidarité avec les Rohingyas (BTUSCR), créé par 12 syndicats, assure l'organisation d'actions pour exiger l'arrêt de l'octroi de concessions commerciales au Myanmar, la cessation des activités des firmes transnationales, l'arrêt immédiat des attaques contre les Rohingyas et le retour des réfugiés avec citoyenneté du Myanmar.

Ils en appellent aussi au soutien de la communauté syndicale internationale pour faire connaître la situation des Rohingyas et faire pression sur leurs gouvernements respectifs.

**Mariannick Le Bris**

## Inde

# Victoire des travailleurs de l'électricité CITU

Le 23 février dernier, après une grève de 80000 travailleurs, le CITU et d'autres syndicats ont signé un accord avec la direction de Tamil Nadu Electricity Board (une entre-

prise gouvernementale) et ses deux filiales, Une hausse de 17 % des salaires et un relèvement du salaire minimum sont actés. Pour les syndicats, il reste d'importants

sujets de négociation : le recours systématique aux contrats précaires, les sous-effectifs ou les mauvaises conditions de travail.

**MLB**

# Dialogue social européen : la Commission est sourde !

**L**a préparation du congrès de la CES<sup>1</sup> s'ouvre par des débats portant sur le rôle du syndicalisme européen et celui de la CES en particulier. La question de l'influence syndicale est posée face au recul de la négociation collective partout en Europe et l'absence de dialogue social européen.

Lors du dernier comité exécutif en avril dernier, la question de l'influence syndicale est venue dans un débat sur la stratégie syndicale à adopter face à la Commission européenne. En effet, en dépit des règles du dialogue social européen, la CE refuse la transposition d'un accord sectoriel. Quel crédit accorder dans ce contexte-là aux annonces de Göteborg ? Quel avenir pour le Socle social européen ?

Dans la CES, les avis divergent. Au fond, le débat porte sur l'utilité d'une définition commune des règles sociales à l'échelle continentale : une norme pour toute l'Europe est-elle porteuse de plus de droits pour les travailleurs que des mesures

ponctuelles ? Peut-on efficacement lutter contre le dumping social à l'échelle européenne sans pour autant conduire les pays les moins avancés à jouer la concurrence sur les « coûts du travail » intérieurs ?

Les syndicats européens devront parler d'une seule voix pour avancer sur la question du dialogue social européen et peser face au patronat et à la Commission. Dans les mois à venir, ces débats vont croiser la préparation du 52<sup>e</sup> congrès de la CGT.

**WJ**

1. Le Congrès de la CES se tiendra du 20 au 24 mai 2019 à Vienne, en Autriche, une semaine après le celui de la CGT.

**« Les syndicats européens devront parler d'une seule voix pour avancer sur la question du dialogue social européen et peser face au patronat et la Commission. »**

# Tensions dans le groupe des travailleurs

**L**ors du dernier conseil d'administration du BIT, quatre points ont clivé le groupe des travailleurs. L'enjeu de la conférence du centenaire de l'OIT est double : s'extraire du mémoriel pour éviter que l'OIT n'apparaisse comme un héritage de l'histoire sans pertinence, et empêcher la production d'un instrument normatif de portée moindre. Le CA a décidé d'une déclaration du centenaire. Restent à voir son statut, sa portée, ses contours et son contenu. Les employeurs sont hostiles à l'adoption d'une nouvelle norme sur les violences au travail, notamment celles faites aux femmes.

Le mécanisme de révision des normes permet aux employeurs d'affaiblir le contrôle de leur application. Ils demandent, pour les plaintes déposées directement au CA, une procédure de conciliation illusoire – toutes les voies de négociation étant épuisées – qui retardera l'issue juridique. Ils proposent, avec le soutien de gouvernements, le groupement thématique des rapports sur les conventions. Certains sujets (santé au travail, migrants, licenciement) ne seront plus traités que tous les cinq ans. Les travailleurs proposent que les États soient interrogés sur les conventions non ratifiées. Un tri-

bunal interne de règlement des différends d'interprétation des normes pourrait voir le jour.

La plainte contre le Venezuela déposée par Fedecamaras, organisation patronale, accuse le gouvernement de violer les conventions 87 sur la liberté syndicale et 98 sur la négociation collective. Elle a donné lieu à de vives tensions dans le groupe des travailleurs, la direction du groupe validant la commission d'enquête proposée par les patrons, bien qu'une majorité de ses membres se soit exprimée contre.

Le CA a adopté la baisse des salaires de tous les personnels du BIT grâce

aux États développés et à la porte-parole des travailleurs (contre l'avis de la majorité du groupe). Les employeurs et les États africains s'y sont opposés. Les personnels dénoncent l'absence de mécanisme de négociation collective, en violation des conventions de l'OIT. L'Internationale des services publics (ISP) s'est désolidarisée de la porte-parole du groupe des travailleurs. La direction du groupe des travailleurs a fait preuve d'un autoritarisme inacceptable, marquant un réel déficit de fonctionnement démocratique.

**Pierre Coutaz**

## Programme de la CIT 2018

La prochaine Conférence Internationale du Travail se déroulera à Genève du 27 mai au 8 juin prochains. Cinq commissions regrouperont des milliers de délégués des travailleurs :

- la Commission d'application des normes examine chaque année une liste de 24 cas de violation des conventions par les États. En cours de négociation, cette liste devrait comprendre 4 à 5 cas européens et pourrait inclure la France pour manquement sur quatre conventions. Trois d'entre elles concernent les migrants (97) et la lutte contre les discriminations (100 et 111). La CSI est favorable à l'inclusion de la France dans cette liste ;
- la Commission normative en vue de l'établissement d'une nouvelle norme contre les violences sur le lieu de travail, sujet majeur de cette CIT, devrait déboucher en 2019 sur une nouvelle convention, lors de la conférence du centenaire. Ce

thème comporte une forte dimension de genre et cible le harcèlement dont les femmes sont victimes sur le lieu de travail. Les violences psychologiques ou physiques au travail pourraient, enfin, être condamnées par un texte international. La CGT s'est déjà prononcée en faveur d'une telle convention, qui pourrait obtenir le statut de norme fondamentale ;

- la Commission sur le dialogue social traite de manière récurrente du dialogue social et du tripartisme, au titre du suivi de la Déclaration de l'OIT de 2008 sur la justice sociale pour une mondialisation équitable ;
- les débats de la Commission Horizon 2030 portent sur la cohérence entre l'action de l'OIT et celle des autres agences de l'ONU engagées dans la mise en œuvre des ODD ;
- Ce sera la deuxième réunion de la Commission d'abrogation des conventions et recommandations depuis le lancement du processus de révision des normes en 2015. L'année dernière, en qualité de titulaire, la CGT a voté contre toute abrogation.

# 4<sup>e</sup> congrès : un virage progressiste ?

Le congrès de la CSI s'approche à grands pas<sup>1</sup>. Les premiers amendements ont été collectés par le secrétariat à Bruxelles début mai. La CGT a contribué, en concertation avec un groupe de syndicats d'Europe, d'Asie et des Amériques<sup>2</sup>. Les propositions communes vont dans le sens d'un renforcement de l'action syndicale de la CSI, une amélioration des processus décisionnels et une transparence budgétaire accrue.

Avec ses partenaires, la CGT entend peser pour un renforcement de la CSI – fondée en 2006 à Vienne – pour continuer à écrire l'histoire d'un succès collectif. En effet, l'unification du mouvement syndical international était un

pari osé : unir dans une même organisation les anciens membres de la CISL, de la CMT et d'anciens non-affiliés ou anciens membres de la FSM n'était pas gagné d'avance. Aujourd'hui, une décennie plus tard, toutes ces organisations syndicales (plus de 300 organisations dans plus de 160 pays) ont appris à coopérer et construire ensemble une organisation homogène. Bien entendu, la diversité et la pluralité du mouvement syndical dans le monde sont grandes : il n'y a pas deux organisations qui soient véritablement identiques. L'enjeu est immense et la CSI avance vers une consolidation de la famille syndicale. Dans le même temps, la CSI est une structure jeune, et l'or-

ganisation du congrès est l'occasion de regarder ce qui mérite encore amélioration et perfectionnement. La CGT s'implique pour y contribuer, aux côtés de partenaires avec lesquels elle porte le projet d'une CSI moderne, porteuse de campagnes syndicales et orientée vers la réponse aux besoins des travailleurs du monde entier. La tâche est encore immense. Toute la CGT y contribuera.

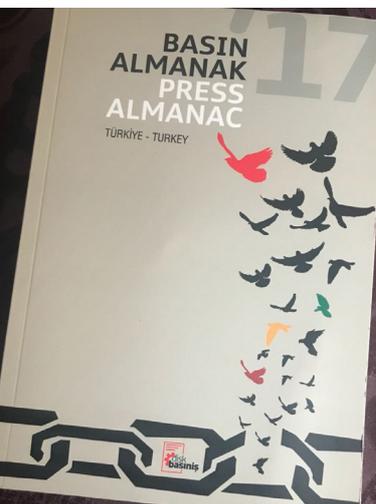
WJ

1. Il aura lieu du 2 au 7 décembre à Copenhague.

2. Les principaux partenaires sont : les 3 organisations italiennes, les deux organisations espagnoles, la FGTB, le DGB, l'ÖGB autrichien, Rengo (Japon), la quasi-totalité des organisations d'Amérique latine, la CTC canadienne.

À voir, à lire /

## Turquie: Press Almanac – 2017



« Les prolongations régulières de l'état d'urgence en Turquie ont conduit à de graves violations des droits de l'Homme de centaines de milliers de personnes », lance le Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme.

L'organe onusien déplore notamment l'utilisation de la torture et autres mauvais traitements, ainsi que les détentions arbitraires, la privation arbitraire du droit au travail et de la liberté de mouvement.

Des élections présidentielles et législatives anticipées sont prévues pour le 24 juin prochain, dans les conditions d'état d'urgence – qui vient d'être reconduit.

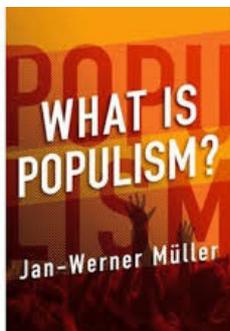
Depuis son instauration en 2016 et la gouvernance par décrets-lois que promulguent le président Erdogan, plus de journalistes ont été emprisonnés en Turquie que dans tout autre pays au monde.

Le syndicat des travailleurs du livre et de la presse Disk Basin-Is tient quotidiennement le bilan de la répression contre la presse, les médias et les journalistes.

Le second recueil annuel des détenus de la presse vient de sortir. Il a été imprimé en Turquie, avec l'aide des organisations syndicales françaises CFDT, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, Unsa, CFDT-Journalistes, SNJ, SNJ-CGT. Espérons qu'il soit le dernier...

NF

## Petit traité contre le populisme



Dans son essai *Qu'est-ce que le populisme ?*<sup>1</sup> Jan-Werner Müller décrit et circonscrit le populisme. Les populismes ont en commun d'être anti-élites, de rejeter le pluralisme et d'afficher une attitude morale. Ils s'opposent aux sociétés ouvertes, aux droits des minorités et à bon nombre de droits fondamentaux. Ils exercent une menace sur la démocratie. Les populistes ont un certain succès des

deux côtés de l'Atlantique. Müller met en garde contre des explications simplistes. Il n'y a aucun sens à chercher les votants de Le Pen chez les « perdants de la mondialisation », ou de s'imaginer un déficit de culture chez les soutiens de Trump. Dans ce contexte,

on ne peut que constater la proximité de certaines des politiques et stratégies de Macron avec des stratégies des populistes : considérer le parlement comme inefficace, réduire sa capacité à débattre... C'étaient même des annonces de sa campagne. Maintenant qu'il est élu, les contester revient à s'opposer à la volonté populaire... Dans l'action, les populistes ont tendance à réduire l'influence des sociétés civiles (dont les syndicats). La volonté du peuple s'exprime à travers la volonté de l'homme fort, élu. Sa volonté devient l'incarnation de la volonté générale.

Cet essai propose un troisième chapitre dans lequel il explore des pistes d'action pour lutter contre les populistes : on vous laisse découvrir !

WJ

1. Jan-Werner Müller, *What is populism ?*, Gallimard folio, 2018.

## Réalisme capitaliste

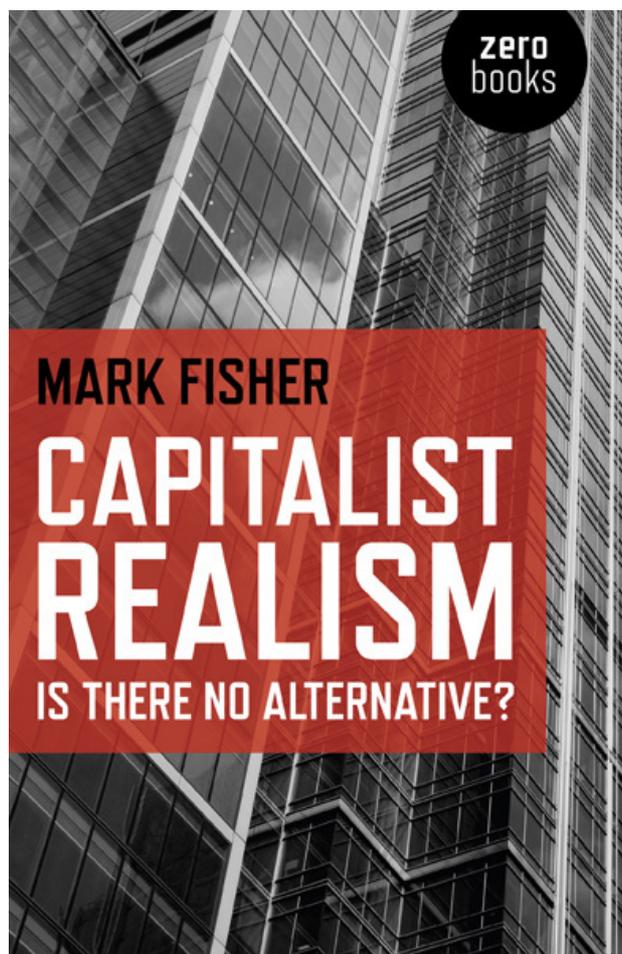
Dans un texte court et dense publié au plus fort moment de la crise financière<sup>1</sup>, Mark Fisher décrit à quel point l'idéologie capitaliste transcende toute notre existence. Tous les domaines de notre vie sont concernés : les arts, l'éducation et même la télévision fonctionnent selon des schémas spécifiques au système capitaliste : compétition et marché. Ainsi, des émissions comme « Top Chef » s'analysent comme des véhicules extrêmement efficaces de l'idéologie capitaliste : la vie est une compétition, et seuls les meilleurs s'en sortiront.

Non par hasard, le terme de l'idée centrale de Mark Fisher, « Réalisme capitaliste », est emprunté au monde des arts, où il désignait une réponse au « réalisme socialiste » d'une autre époque. Aujourd'hui, le capitalisme se présente – et est largement accepté – comme sans alternative. Historiquement, il situe l'émergence de cette idée spécifique du sans-alternative au moment où le compromis fordiste a été abandonné, c'est-à-dire à la fin des années 1980. La thèse de Fisher est que, aujourd'hui, même les mouvements et initiatives anticapitalistes renforcent en fin de compte cette unicité de l'option de la vie économique et sociale qui s'offre à nous. En quelque sorte, ils font partie du système dominant. La croyance selon laquelle « le système actuel n'est peut-être pas dépourvu de graves dysfonctionnements, mais il est le seul qui fonctionne » est très répandue.

En même temps, l'apport de l'analyse de Fisher est d'explicitier les mécanismes à l'œuvre : cela permet aux citoyens-consommateurs de prendre du recul vis-à-vis de leur implication dans le système et de développer des résistances efficaces. Ce texte mériterait grandement une traduction française.

WJ

1. Mark Fisher, *Capitalist realism. Is there no alternative ?*, Zero books, 2009.



## Quelle connerie la guerre!

Suite de la page 1

Marthe CORPET  
Firmes multinationales - CEE  
Courriel : m.corpet@cgct.fr  
Tél : 01 55 82 82 75  
Port. : 06 14 76 10 16

Pierre COUTAZ  
OIT - Normes sociales - CEI  
Courriel : p.coutaz@cgct.fr  
Tél : 01 55 82 82 91  
Port. : 06 12 80 09 80

Alain DELMAS  
Coopération au développement - Afrique  
Courriel : a.delmas@cgct.fr  
Tél : 01 55 82 83 17  
Port. : 06 08 98 84 65

Nejat FEROUSE  
Migrations - Moyen Orient & Afrique du Nord  
Courriel : n.ferouse@cgct.fr  
Tél : 01 55 82 82 76  
Port. : 06 16 41 19 71

Sylvain GOLDSTEIN  
Questions économiques internationales -  
Asie & Pacifique  
Courriel : s.goldstein@cgct.fr  
Tél : 01 55 82 83 19  
Port. : 06 52 82 23 50

An LE NOUAIL-MARLIÈRE  
Europe  
Courriel : a.lenouail@cgct.fr  
Tél : 01 55 82 82 63  
Port. : 06 89 24 90 83

Denis MEYNENT  
Membre du CESE (européen)  
Vice-Président du Groupe II (Travailleurs)  
Courriel : d.meynent@cgct.fr  
Tél : 01 55 82 82 78  
Port. : 06 08 52 44 76

Marie-Christine NAILLOD  
Coopération au développement -  
Amériques  
Courriel : mc.naillod@cgct.fr  
Tél : 01 55 82 82 92  
Port. : 06 27 79 60 49

Joëlle SCHNITZER-BAMBI  
Relations bilatérales en Europe  
Courriel : j.bambi@cgct.fr  
Tél : 01 55 82 82 81

Renata TRETIAKOVA  
Gestion des projets européens et inter-  
nationaux  
Courriel : r.tretiakova@cgct.fr  
Tél : 01 55 82 82 79  
Port. : 06 23 50 22 63

Özlem YILDIRIM  
Membre du CESE (européen) - Droits  
Courriel : o.yildirim@cgct.fr  
Tél : 01 55 82 82 83  
Port. : 06 51 28 73 01

Avec la participation de Mariannick Le  
Bris et Pierre PLACE, président du CSIR  
Pyremed



Tran To Nga raconte dans un livre son étonnant destin franco-vietnamien, une vie de combats et d'utopies<sup>1</sup>. Issue d'une famille d'intellectuels, elle grandit au temps de l'Indochine française et s'engage dans la lutte pour l'indépendance.

Son destin bascule quand les avions de l'armée américaine larguent d'énormes quantités de défoliant, l'agent Orange<sup>2</sup> : les arbres meurent, les sols sont pollués, des centaines de milliers de personnes sont contaminées. Près de cinquante ans après la fin de la guerre, des enfants naissent chaque jour avec des handicaps.

Dans ce livre, écrit avec Philippe Broussard, l'auteure retrace le parcours qui l'a également conduite à connaître la clandestinité, la torture et la prison. Son récit de la guerre du Viêt Nam et de ses conséquences offre une vision inédite du conflit, dénuée de haine, touchante d'humanité, d'amour maternel et de courage.

SG

1. Tran To Nga, *Ma terre empoisonnée*, Éditions Stock, 304 pages, 19,50 €.
2. Fabriqué par Monsanto, lui-même racheté par Bayer, fabricant du Zyklon B utilisé dans les chambres à gaz des camps d'extermination nazi pour tuer les juifs, tziganes, homosexuels et tout dissident.

